



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,2355>

# Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1985 - N° 839 - novembre 1985 -

Date de mise en ligne : lundi 16 mars 2009

Date de parution : novembre 1985

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

Pour le chômage, ça ne va toujours pas mieux. Tout le monde veut créer des entreprises pour créer des emplois. Mais personne n'est d'accord sur les moyens à employer pour inciter les entrepreneurs à entreprendre. C'est ainsi que dans la même page du « Monde » du 10 octobre, le directeur général d'Entreprise et Progrès (en voilà au moins un qui s'est débrouillé pour se fabriquer un bon boulot !) parle sur la souplesse, facteur de compétitivité, pour créer des emplois. Critiquant les rigidités syndicales, M. le directeur dit : « Or, nous ne sommes plus en période de croissance. L'impératif est désormais de créer des richesses et non plus seulement de les distribuer... ». On peut se demander alors à quoi servent les richesses produites, mais passons... Deux colonnes plus loin, un monsieur Beatrix, ingénieur, propose d'instaurer des cotisations sociales différentielles sur les heures supplémentaires pour faciliter l'aménagement des horaires, de sorte que les entreprises qui choisiraient d'employer plus de personnes moins longtemps bénéficieraient d'une baisse de leurs charges salariales, le produit de la nouvelle cotisation servant au paiement des allocations de chômage et au financement des actions de formation. Dans le système actuel cette proposition présente effectivement quelque intérêt. Plus réaliste que son voisin de colonne, M. Beatrix dit « Ceux qui plaident que la crise appelle l'effort, donc pour le présent davantage de travail individuel, semblent oublier qu'il n'est pas suffisant de vouloir produire, et qu'il faut pouvoir vendre, en France, et impérativement à l'étranger ». Dommage que ce monsieur ne nous dise pas comment en tant moins payés, les salariés français pourront acheter plus.

\*\*\*

Encore une interrogation sur la crise : celle du directeur général du Bureau International du Travail (« Le Monde » des 6-7 octobre) : « N'est-il pas paradoxal que notre société s'avère incapable de résoudre des problèmes aussi terre à terre que l'inflation, le chômage et l'endettement grandissant au moment où l'ingéniosité et la créativité de l'homme lui offrent les moyens technologiques de conquérir l'espace ? Les discussions concernant la guerre des étoiles et les stations orbitales, la capacité de démontrer prouvé d'envoyer régulièrement des navettes dans l'espace et encore bien d'autres perspectives passionnantes ouvertes par la technologie moderne ne parviennent pas à masquer notre incapacité ou notre manque de volonté à faire face à la crise économique de plus en plus aiguë », qui menace les fondements mêmes de la stabilité et de la paix de notre société ». Un peu plus loin, le directeur du B.I.T. nous donne quelques chiffres intéressants : « Mais il est un point qui, dans l'ensemble, paraît avoir échappé à l'attention du public c'est le coût élevé du chômage pour les finances publiques. Aux Etats-Unis, par exemple, le bureau des questions budgétaires du Congrès a estimé (en 1980) que chaque augmentation de 1 % du taux de chômage accroissait le déficit du budget fédéral d'environ 25 milliards de dollars. Il faut également prendre en compte la perte de production potentielle due au chômage. Pour les Etats-Unis, selon une estimation, chaque réduction de 1 % du taux de chômage entraînerait une augmentation de 3 de la production nationale et, a contrario, au Royaume-Uni, une augmentation de 1 % du nombre des sans-emplois se traduirait par un recul de 4 % de la production nationale. De plus, les longues périodes d'inaction, avec l'instabilité sociale et l'insécurité économique qu'elles entraînent, tendent à accroître la mortalité, la criminalité et les maladies mentales... Dans le pays en développement, où les travailleurs au chômage ou sous-employés se comptent par centaines de millions, le problème est plus aigu encore : en l'absence de tout système de sécurité sociale, se pose celui de la simple survie... ».

\*\*\*

En Grande-Bretagne, les Travaillistes viennent de tenir leur congrès. Parmi les diverses solutions qu'ils ont adoptées en matière économique, une seule sera contraignante pour la direction du parti lors de l'élaboration du programme pour les prochaines législatives, car elle a recueilli plus des deux

tiers des suffrages elle concerne l'instauration d'un salaire minimum garanti. Cette idée de revenu garanti commence à faire son chemin un peu partout, y compris en France au parti radical, mais, comme nous l'avons toujours souligné dans la Grande Révolte, il faut s'attacher à réclamer un revenu « maximum » pour tous et pas seulement un revenu de survie réservé aux exclus du secteur productif, premier pas vers une société duale puis vers le fascisme. Comme le soulignait le futur candidat chancelier allemand à propos des mesures à prendre pour rendre les effets du chômage moins pénibles :

« Je ne veux pas que nous devenions une société à deux vitesses dans laquelle un tiers de la population est tout simplement écarté parce qu'on n'en a plus besoin. »

\*\*\*

Pour finir sur une note optimiste, je vais vous donner le résultat d'un sondage SOFRES effectué pour le compte du « Pölerin » le 4 octobre dernier : 85 % des Français se déclarent heureux. Et, rude coup pour ceux qui voudraient changer les Français en Japonais, l'activité professionnelle, en tant que source de bonheur, vient derrière la famille, les amis, la santé, le logement, les loisirs, la vie de quartier. Vous voyez que, même si ce n'est que lentement, les esprits évoluent dans le bon sens.